

Introduction

L'Aide pour le commerce vise à permettre aux pays en développement, et en particulier aux pays les moins avancés (PMA), d'utiliser le commerce comme moyen de promouvoir la croissance économique, le développement durable et la réduction de la pauvreté. Elle favorise l'intégration des pays en développement, en particulier les PMA, dans le système commercial multilatéral et vise à dynamiser le soutien pour renforcer les capacités du côté de l'offre et l'infrastructure liée au commerce dans ces pays afin d'améliorer les résultats commerciaux.

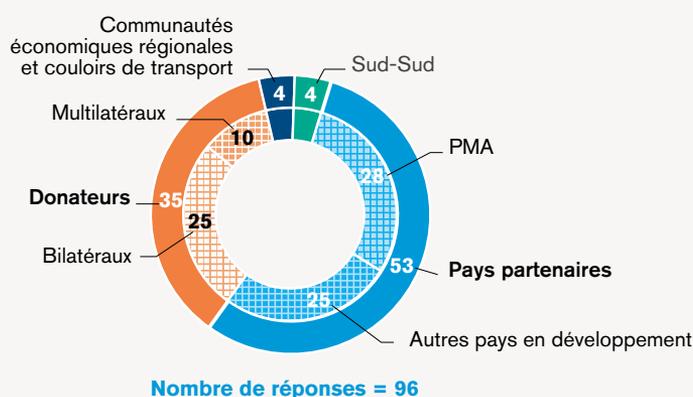
Un élément fondamental de l'Initiative Aide pour le commerce est l'exercice de suivi et d'évaluation, organisé par l'OMC et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), qui recueille des renseignements sur la base des réponses fournies par les donateurs, les bénéficiaires et d'autres entités dans les questionnaires d'auto-évaluation sur les questions suivantes :

- Comment les priorités en matière d'Aide pour le commerce des pays partenaires et des donateurs évoluent-elles ?
- Comment le commerce est-il intégré dans les stratégies de développement durable ?
- Comment les partenaires de développement mobilisent-ils le financement pour soutenir les objectifs de développement ?
- Comment les résultats commerciaux sont-ils suivis et quels sont les indicateurs de développement utilisés ?

La transparence créée par l'exercice de suivi et d'évaluation incite tant les donateurs que les bénéficiaires à faire avancer le programme de l'Aide pour le commerce.

La présente publication s'appuie sur les réponses des participants au questionnaire de l'exercice conjoint OCDE-OMC de suivi et d'évaluation de l'Aide pour le commerce 2022, qui sert de base à l'Examen global de l'Aide pour le commerce réalisé par l'OMC en 2022 sur le thème : Permettre un commerce connecté et durable¹.

Figure 1 : Réponses au questionnaire, par catégorie de participants (2022)



Source : Secrétariat de l'OMC.

Elle analyse les renseignements recueillis auprès des catégories de participants suivantes (voir Figure 1) :

- pays partenaires, incluant des pays en développement et des PMA ;
- communautés économiques régionales et couloirs de transport ;

- donateurs bilatéraux et multilatéraux ;
- fournisseurs d'une aide liée au commerce Sud-Sud (c'est-à-dire entre pays en développement).

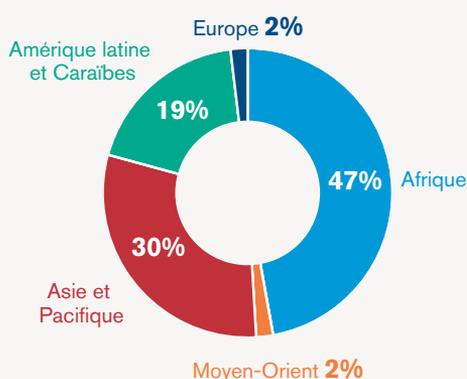
Une liste complète des participants figure dans le tableau 1. La figure 2 présente la répartition des réponses des pays partenaires, par région.

Tableau 1 : Répondants au questionnaire, résumé

Catégorie	Participants
Pays partenaires	
Afrique (25)	<i>Angola, Bénin, Burkina Faso, Comores, Côte d'Ivoire, Éthiopie, Gabon, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Lesotho, Madagascar, Mali, Maurice, Mauritanie, Mozambique, Niger, Ouganda, République centrafricaine, République démocratique du Congo, São Tomé et Príncipe, Sénégal, Togo, Zambie</i>
Asie et Pacifique (16)	<i>Bangladesh, Bhoutan, Cambodge, Fidji, Indonésie, Kiribati, Myanmar, Népal, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Philippines, Samoa, Sri Lanka, Tuvalu, Vanuatu, Viet Nam</i>
Europe (1)	République de Moldova
Amérique latine et Caraïbes (10)	<i>Colombie, El Salvador, Grenade, Guatemala, Mexique, Paraguay, Pérou, République dominicaine, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Sainte-Lucie</i>
Moyen-Orient (1)	<i>Yémen</i>
Donateurs	
Bilatéraux (25)	<i>Allemagne, Australie, Autriche, Canada, République de Corée, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Finlande, France, Hongrie, Irlande, Italie, Japon, Lituanie, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Portugal, République tchèque, Royaume-Uni, Slovaquie, Suède, Suisse, Taipei chinois, Union européenne</i>
Multilatéraux (10)	<i>Banque africaine de développement (BAfD), Banque asiatique de développement (BAsD), Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), Banque interaméricaine de développement (BID), Centre du commerce international (ITC), Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Société internationale islamique de financement du commerce (SIFC)</i>
Communautés économiques régionales et corridors de transport (4)	<i>Forum des îles du Pacifique (FIP), Secrétariat pour l'intégration économique de l'Amérique centrale (SIECA), TradeMark East Africa (TMEA), Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA)</i>
Partenaires Sud-Sud (4)	<i>Chine, Colombie, Indonésie, Türkiye</i>

Note : Les 28 PMA sont en italique. La Colombie et l'Indonésie ont chacune présenté deux questionnaires distincts pour rendre compte de leur statut en tant que pays en développement bénéficiaires de l'Aide pour le commerce et en tant que fournisseurs d'assistance Sud-Sud. Le nombre total de réponses reçues au 1^{er} mars 2022 était de 96. Les communications reçues après la clôture de l'exercice de suivi et d'évaluation ne sont pas incluses dans l'analyse quantitative, mais les observations formulées en réponse au questionnaire ont été intégrées dans le texte du chapitre et dans les tableaux.

Figure 2 : Réponses des pays partenaires, par région

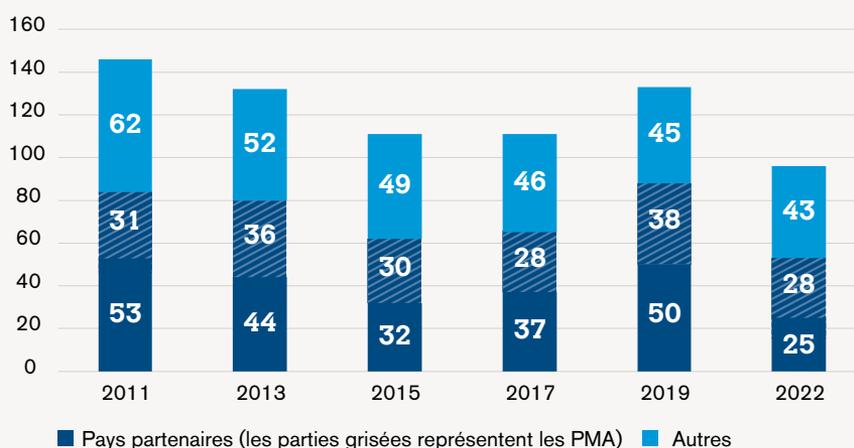


Source : Secrétariat de l'OMC.

Il s'agit du huitième exercice de suivi et d'évaluation depuis le lancement de l'Aide pour le commerce en 2006 (voir la figure 3 pour une ventilation des réponses depuis 2011). En réponse à la pandémie de COVID-19, un exercice de suivi et d'évaluation distinct a été organisé en mars 2021.

Les répercussions continues de la pandémie de COVID-19 sur l'économie, le développement et le commerce se faisaient encore ressentir lorsque l'exercice 2022 de suivi et d'évaluation a été lancé en novembre 2021. Depuis, le conflit en Ukraine a aggravé les difficultés existantes dans les chaînes d'approvisionnement et a

Figure 3 : Réponses au questionnaire, par catégorie de participants (2011-2022)



Note : Sur les 53 pays partenaires qui ont répondu en 2022, 12 (23%) sont des pays en développement sans littoral et 12 (23%) sont des petits États insulaires en développement.

Source : Secrétariat de l'OMC.

augmenté l'incertitude en matière de sécurité alimentaire, ce qui a eu des répercussions importantes sur le commerce. Cette crise a porté un coup supplémentaire aux économies qui se remettaient de la pandémie. Une reprise inégale risque de devenir encore plus déséquilibrée à mesure que de nouvelles préoccupations en matière de sécurité alimentaire et énergétique apparaissent.

Structure

La présente publication suit la structure du questionnaire de suivi et d'évaluation 2022 et comprend quatre chapitres :

- Chapitre 1 Priorités de l'Aide pour le commerce : Le chapitre examine comment les priorités ont évolué et comment les pays en développement et leurs partenaires financiers ont réagi à la pandémie de COVID-19 et l'impact qui en a résulté sur les stratégies et priorités en matière de développement.
- Chapitre 2 Environnement, commerce et développement durable : Le chapitre analyse comment les pays en développement et leurs partenaires financiers intègrent les préoccupations environnementales et commerciales dans leurs stratégies de développement durable. Il examine également les possibilités et les contraintes qu'ils rencontrent et la manière dont les partenaires de développement mobilisent le financement à l'appui des objectifs de développement durable.
- Chapitre 3 Connectivité numérique, commerce électronique et commerce durable : Le chapitre examine comment la pandémie de COVID-19 a entraîné une plus grande connectivité en ligne et a stimulé l'économie numérique. Il étudie comment les partenaires financiers soutiennent le commerce numérique et comment les besoins des pays en développement évoluent, en particulier dans le contexte de l'application des technologies numériques pour le développement durable.
- Chapitre 4 Égalité des genres, autonomisation économique des femmes et commerce durable : Le chapitre examine comment l'Aide pour le commerce contribue à l'autonomisation des femmes et à l'égalité hommes-femmes.



Étal de fruits à la bourse des marchandises du Bhoutan, permettent une transition vers un système commercial électronique.

Note finale

1. Voir *Examen global 2022, Lancement de l'exercice de suivi de l'Aide pour le commerce : « Permettre un commerce connecté et durable »*, document de l'OMC WT/COMTD/AFT/W/88, 19 octobre 2021. Les questionnaires présentés dans le cadre de l'exercice de suivi et d'évaluation de 2022, ainsi que des années précédentes, sont disponibles à l'adresse www.aid4trade.org sous « Profils de pays ». Une compilation de toutes les réponses reçues dans le cadre de l'exercice de suivi et d'évaluation de 2022 figure dans le document de l'OMC *Permettre un commerce connecté et durable*, WT/COMTD/AFT/W/92, 2 mai 2022.